

La gestion durable : mythe ou réalité?

Par Jean-Louis Martres, professeur de science politique
Centre d'Analyse Politique Comparée
Université Montesquieu – Bordeaux IV

Qu'y a-t-il de plus convenable que la gestion durable ?

N'est-ce pas le signe le plus tangible du raffinement d'une société, parvenue à maîtriser avec clairvoyance les chemins de l'avenir ? Ou s'agit-il d'un tardif hommage à la vertu d'une civilisation qui a mis tout son génie dans le produit jetable ?

Quitte à paraître incorrect, politiquement s'entend, ce concept me paraît aussi ambigu que dangereux. Mon propos sera modeste. Il se limitera à quelques coups d'épingles dans cette baudruche *New-Age* et donc à quelques remarques, portant uniquement sur l'application de ce concept à l'environnement.

1•) - La gestion durable est le fruit d'un compromis passé à Rio, lors du Sommet de la Terre, entre les préservationnistes, partisans d'un respect intégral de la nature et les interventionnistes, désireux de la mettre au service de l'homme. Sans doute la gestion reste possible, mais le qualificatif, la rend conditionnelle. Et ceci, avec deux conséquences : qui, en effet, peut en juger, et sur la base de quel critère ? Quelles menaces rendent cette clause nécessaire ? Ou, pour formuler la même question d'une autre façon, y aurait-il une gestion non durable en train de causer des dommages irréparables ?

a) - Le seul juge imaginable doit, pour être crédible, prendre un recul temporel. Ainsi nous pouvons dire que les Wisigoths ont détruit la forêt landaise, que les Arabes de la Conquête ont effacé des mémoires la fertilité du croissant mésopotamien. Dans le cadre du temps présent le paradoxe temporel joue et nous ne pouvons acquérir le regard éloigné qui donnerait des certitudes. Il faut choisir un autre étalon. Celui de la Science s'impose immédiatement. Mais est-ce sûr, ce critère est-il certain ? D'abord les sciences exactes sont critiquées par les écologistes (à l'exception de la seule Science écologiste, bien entendu), car elles ne donneraient qu'un regard partiel et partial.

Hans Jonas dénonce les sciences de la Nature, les considérant comme incapables de délivrer une approche réaliste, car le parti pris de l'objectivité les rend irrecevables. En fait, seul le principe de précaution autorise une intervention. Mais le plus curieux reste encore l'application de ce principe : ou bien toute expérimentation est menacée du seul fait de son invocation (dans ce cas, au mieux subsistent les pratiques traditionnelles) ; ou bien, la tradition elle-même se devra d'être passée au crible. Objet d'une analyse critique, elle finira par céder le pas à la non-gestion. Ainsi, par exemple, en matière forestière, des sylviculteurs zélés et conformistes font déjà l'apologie d'une gestion proche de la nature. En bref, la gestion durable, assortie du principe de précaution, devrait conduire progressivement au retrait de l'homme et faire prévaloir la non-culture. Cela permettra à des experts auto-proclamés, parlant au nom des multinationales écologistes, d'arrêter toute expérimentation, caractéristique essentielle de

l'humanisme prométhéen. Bien plus, la loi de l'Etat souverain, qui, éventuellement, autoriserait expressément un mode de gestion, sera mise en accusation devant le tribunal de ces "principautés virtuelles".

b) - De façon subliminale se trouve instillée la crainte d'actions néfastes de l'homme, présentées comme des certitudes. Qui, d'ailleurs, en doute actuellement ? La destruction de l'environnement fait partie des lieux communs aussi inattaquables que les vaches sacrées. Cela reste pourtant à démontrer, car ce jugement traduit surtout la crainte irraisonnée de citoyens plus habitués au ciment qu'aux plantes, sinon en pots. De la lointaine nature, dont ils sont les visiteurs occasionnels, parviennent des messages alarmants, signalant ici, la régression du vespertillon à oreille échançrée, ou là, celle de la leucorine à gros thorax. Ils apprennent du même coup leur existence et leur mise en péril. Périodiquement, la télévision montre des pandas épuisés, indifférents à leurs compagnes, ou s'inquiète du sort des baleines, mais tient à préciser que les Chinois adorent les pousses de bambous dont se nourrissent les ours, et que les Japonais raffolent de la chair des baleines. De toutes façons, Ulrich Beck n'a pas tout à fait tort d'affirmer : "Ce dont les gens craignent la réalité est un fait réel". Le fantasme existe. Donc la menace, même d'un risque imaginaire, doit être prise en compte. Le coupable est enfin trouvé : c'est l'homme. Mais cela ne va pas sans poser un problème majeur : l'être humain est de plus en plus considéré comme un parasite de la nature, dont il serait temps d'entreprendre l'éradication. L'humanisme n'est plus à la mode !

2•) - Il faut également noter l'origine nord-américaine du concept, non par chauvinisme local mais en raison des différences juridiques entre les systèmes anglo-saxons et ceux romanisés. En droit français, par exemple, nous savons, et le juge en a bien précisé le sens, ce que signifie la gestion du bon père de famille : il se reconnaît à sa capacité de transmettre à ses enfants un patrimoine équivalent ou supérieur à celui qu'il avait reçu. Le droit anglo-saxon désigne un but et laisse à chacun les moyens de l'atteindre. La durabilité, transposée à la hâte dans le droit positif français produit des résultats incertains. Car elle est issue de l'inquiétude des Américains envers la protection de la "*wilderness*", (la nature prétendue sauvage, bien que déjà humanisée par les Indiens au moment de la colonisation). Il n'existe rien de tel en Europe occidentale. Le résultat paradoxal aura été de rendre ce concept universel, alors que son sens précis dépend de conditions locales spécifiques. Faute de saisir cette nuance, nous pourrions croire que la cuisine de Mac Donalds est un pur produit de la cuisine aquitaine.

Quelles en sont les conséquences ? Elles seront différentes selon que nous considérons le problème dans les pays industrialisés ou dans les pays en voie de développement.

L'essaimage du pollen idéologique perturbe dangereusement les espèces juridiques locales : ainsi le législateur français s'est empressé d'introduire ce concept dans le droit positif sans en mesurer les effets.

Mais, pourriez-vous penser, il ne s'agit que d'un demi-mal, quand, à la suite du rapport Brundtland et du processus d'Helsinki, le traité de Lisbonne a pris

grand soin de préciser les critères et les indicateurs de la gestion durable. Bien plus, la qualité des pratiques devra être attestée par le recours à la certification.

Nous voilà rassurés : le pouvoir appartient aux savants et aux ingénieurs chargés de dresser l'état des lieux. Que font-ils actuellement ? Doctement, ils codifient les modes traditionnels de gestion et les publient. Ce qui est bien redondant, certes, mais utile à la communication afin de rassurer l'opinion. Le résultat sera le considérable agrandissement de la cathédrale réglementaire et l'ouverture de nouvelles frontières aux conquêtes bureaucratiques. Rien que de très classique, qui finira simplement par remettre à la seule responsabilité du gestionnaire le soin de distinguer les pratiques durables ou non.

Le détour était inutile. Le problème change de dimension quant il concerne les pays en voie de développement. Ainsi Georges Rossi¹, s'intéressant à l'intervention de la science occidentale dans les pays sous-développés, se trouve forcé de constater qu'elle fut très généralement synonyme de désastre. Faute d'avoir compris qu'une intelligence millénaire des paysans locaux avait su gérer la savane et le forêt, les scientifiques tentèrent d'imposer l'ordre géométrique et les monocultures des pays occidentaux. A ce moment commencèrent les catastrophes. Il décrit le cas cocasse du Fouta Djallon, que les administrateurs coloniaux, les savants patentés, puis les responsables politiques locaux tentèrent de protéger contre les paysans primitifs. Des études viennent de démontrer que la fameuse érosion de la montagne datait d'une époque antérieure à l'apparition de l'espèce humaine ! Sommes-nous vraiment capables de renoncer à l'arrogance scientifique et de concevoir avec humilité que, dans certains cas, la tradition vaut aussi cher que la science, dans la hiérarchie des connaissances ?

Quant à la certification, procédure commerciale à laquelle le marché reste quasi indifférent, les multinationales écologistes, s'assurant de la complicité des centrales d'achat, se sont transformées en marchands de certificats. Pourquoi d'ailleurs, se priveraient-elles des bénéfices financiers que leur apportent gratuitement le souci des Etats de rester à la mode et la crédulité des opinions mal informées ? La rente est assurée, mais l'opération génératrice a-t-elle un rapport avec la protection de la nature ?

3•) - Ce procès n'est-il pas de l'ordre de la provocation ? Si le concept de gestion durable a surgi subitement et s'est répandu à la vitesse du vent, il devait y avoir des raisons objectives. Ne savons-nous pas, depuis Hans Jonas, Ulrich Beck et bien d'autres, que la société industrielle technologique est en soi un "attentat contre la nature" ? Partout la pression démographique l'écrase, partout la déforestation bat son plein et prive l'homme à tout jamais de la biodiversité ainsi que du poumon vert qui assurent sa survie...

Où est l'erreur ? Dans le singulier, car tous ces maux sont à mettre au pluriel. Oui, il y a des cas bien identifiés où l'homme détruit la nature. Mais les causes en sont parfaitement connues. Ici, les pouvoirs politiques, ou des guérillas au Viêt-nam, en Indochine, au Cambodge, extraient les espèces rares et financent ainsi leurs buts obscurs. Là, des multinationales ravagent les

¹ Georges Rossi, *L'Ingérence écologique : environnement et développement rural du Nord au Sud : essais*, Paris, CNRS, 2000.

ressources concédées sans souci du lendemain, au Canada ou aux USA. Là encore, en Amérique latine, l'Etat s'inspire des pratiques européennes pour donner des terres, conquises sur les forêts. Cependant la raison du plus fort n'est-elle pas la meilleure, sans compter que cela n'empêche en rien de signer les grandes conventions internationales et d'élaborer des lois complexes, destinées, bien entendu, à rester lettre morte ? Le premier bénéfice de ces cathédrales réglementaires reviendra *in fine* dans les mains d'une administration lancée à la conquête de nouveaux territoires. Mieux encore, l'opération permettra de réaliser des bénéfices politiques substantiels chaque fois que l'Etat se posera en parangon des vertus écologistes afin de pouvoir critiquer les autres et ainsi acquérir un pouvoir sur eux. Les Etats scandinaves y excellent ! Devant de tels avantages, qui aura le pouvoir d'arrêter le Léviathan ? L'Etat ne peut se nuire à lui-même, et dans sa quête de puissance, il peut compter sur le soutien d'une opinion déjà séduite, bien qu'encore ignorante.

La biodiversité n'est-elle pas menacée ? L'homme ne court-il pas à sa perte ? Les vieux slogans malthusiens ressortent de leurs placards, même si les études les plus fines démontrent que la biodiversité croît en même temps que l'augmentation de la population et même s'il est prouvé que l'homme crée tous les jours de la biodiversité. Le nombre considérable de variétés de tomates provient d'une seule souche américaine donnant des fruits minuscules et acides.

Ne doit-on pas s'inquiéter alors de l'effet de serre et du réchauffement de la planète ? Sans doute, mais depuis 1850, fin d'un petit âge glaciaire, la température monte, comme cela s'est d'ailleurs produit maintes fois dans l'histoire de la terre. L'homme s'y est adapté, comme il avait su le faire pour conquérir la terre et ceci en absence d'ozone. Pourquoi cela serait-il mauvais ?

En fait, nous sommes confrontés, une fois encore, au problème du Mal. Pourquoi ce retour ? Les maux ne sont pas de nature physique, mais métaphysique.

1. Fuir la richesse : la gestion durable résulte d'une frilosité fébrile, liée au garantisme des sociétés occidentales, avides, comme Dieu, de se reposer dans le Jardin d'Eden, après avoir créé le monde industriel, ses fumées, son ciment et ses usines. Est-ce que ceux qui ont encore faim souhaitent vraiment la fin de la société de consommation ? Il est vrai que quelques écologistes demandent de les laisser mourir afin de respecter les lois naturelles de la sélection des espèces !
2. Fuir la ville : les citoyens riches des sociétés industrielles et démocratiques rêvent de nature comme d'un lieu échappant à la corruption des hommes et surtout à leur pullulement inconfortable. Ils rêvent de nature, mais en sortant des villes, ils ne trouvent que la campagne, chef-d'œuvre de construction millénaire aussi raffiné que la ville. La nature est le nouveau nom du paradis. Comme lui, elle apparaît inaccessible.
3. Malgré tout, nous restons attachés au plaisir. Nous avons pourtant besoin d'épices pour le stimuler. Chaque fois que l'abondance s'installe, la société réinvente l'ascèse, le puritanisme, comme contrepoint à la

richesse et au luxe. Les patriciens romains écoutaient la parabole chrétienne qui leur promettait l'enfer s'ils persistaient dans le luxe. Ils partaient alors se réfugier dans une campagne présumée "pure et vertueuse". Les jansénistes fuyaient au désert par mépris des fastes de la monarchie.

Il nous faut inventer l'aiguillon du péché qui ajoute la pointe de masochisme nécessaire à la stimulation de nos sens épuisés. Mais le sadisme aussi est une forme de l'érotisme et nous aimons aussi punir les autres cultures. Ainsi, nous pouvons serènement cultiver la certitude de notre supériorité. Alors, vive la repentance et la flagellation, fruits des progrès techniques et du développement de l'Occident. Essayons de gérer durablement, de peur de mourir, d'ennui évidemment.